



Commune de
Rustiques (11)

PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.)

	Prescription	Arrêt	Publication	Approbation
RG 1 PLU	27 juillet 2017	07 mars 2022	05 septembre 2022	23 janvier 2023
1 ^{ère} modification simplifiée	07 octobre 2025	-		

9 octobre 2025

O - Actes de Procédure

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA
COMMUNE DE RUSTIQUES

Séance du mardi 29 mai 2012

Département de l'AUDE

Arrondissement de
CARCASSONNE

Nombre Conseillers:

en exercice : 11

présents : 10

votants : 11

L'an deux mil douze, le vingt-neuf mai.

Le Conseil Municipal de la Commune de RUSTIQUES, dûment convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Charles MOURLAN, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal: 22-05-2012

Présents: C. MOURLAN – H. RUFFEL – J. ESPERILLA – N. JESUPRET – P. BEDOS – F. FASSINA – H. MAUFRONT – A. FORGIA-VAUJANY P. MINET – A. ROMERO

formant la majorité des membres en exercice.

Absent excusé : M. VILLARD

Pouvoir : M. VILLARD donne procuration à C. MOURLAN

Secrétaire de séance: H. RUFFEL

Domaine : 2 – Urbanisme

Sous-domaine : 2.1.1 – Documents d'urbanisme

OBJET : Approbation du plan local d'urbanisme

Le Conseil Municipal de Rustiques,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal en date 18 juin 2010 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

Vu le débat du conseil municipal sur les orientations du PADD en date du 16 mai 2011 ;

Vu la délibération en date du 24 octobre 2011 du conseil municipal arrêtant le projet de plan local d'urbanisme et tirant le bilan de la concertation ;

Vu la consultation des personnes publiques associées ;

Vu l'arrêté municipal en date du 21 février 2012 prescrivant l'enquête publique du plan local d'urbanisme ;

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et de ladite consultation des personnes publiques associées justifient quelques modifications mineures de la révision du plan local d'urbanisme ;

Considérant que le plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de M. le Maire, après en avoir délibéré ;

Décide d'approuver l'élaboration du plan local d'urbanisme tel qu'elle est annexée à la présente ;

Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 123-24 et R. 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal.

Dit que, conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme, l'élaboration du plan local d'urbanisme approuvée est tenue à la disposition du public en mairie de Rustiques ainsi qu'à la direction départementale des territoires et de la mer et que dans les locaux de la préfecture de l'Aude.

Dit que la présente délibération sera exécutoire dès l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Fait et délibéré à RUSTIQUES, le jour, mois et an ci-dessus, et ont signés au registre les membres

Accusé de réception en préfecture
011-21-033042-20120529-RUST-2012-16-
DE
Date de télétransmission : 01/06/2012
Date de réception préfecture : 01/06/2012

Date de publication : 01 JUIN 2012

CONTRÔLE DE LEGALITE

01 JUIN 2012

DDE 11 - PREFET



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA
COMMUNE DE RUSTIQUES

Séance du lundi 17 novembre 2014

Département de l'AUDE
Arrondissement de
CARCASSONNE

Date de convocation:
13-11-2014

Nombre Conseillers :
en exercice : 10
présents : 09
votants : 10

L'an deux mil quatorze, le dix-sept novembre,
en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des
Collectivités Territoriales, le conseil municipal de la commune de
RUSTIQUES s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances, sous la
présidence de Monsieur Charles MOURLAN, Maire.

Présents: C. MOURLAN – H. RUFFEL – N. JESUPRET- V. ASTRIE -
R. CERCIAT - H. MAUFRONT – F. INFANTE – A. ROMERO -
A. VAUJANY formant la majorité des membres en exercice.

Absent et pouvoir : V. PEREIRA donne procuration à C. MOURLAN

Secrétaire de séance: H. RUFFEL selon l'art L.2121-15 du CGCT

Domaine : 2 - Urbanisme

Sous-domaine : 2.1 – Documents d'urbanisme

OBJET: Approbation de la modification n°1 du plan local d'urbanisme

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme dans sa version approuvée du 29 mai 2012 ;

Vu la délibération du conseil municipal du 21 octobre 2013 approuvant la décision de
modifier le plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté municipal en date du 11 juillet 2014 soumettant la modification du plan local
d'urbanisme à l'enquête publique ;

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur,

Considérant que les résultats de ladite enquête justifient des ajustements mineurs à la
modification prévue;

Considérant que la première modification du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée
au conseil municipal est prête à être approuvée, conformément à l'article L. 123-13 du code
de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de M. le Maire après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil
Municipal :

- Décide d'approuver la première modification du plan local d'urbanisme telle qu'elle est
annexée à la présente.

- Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R. 123-25 du code de
l'urbanisme, d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal local.

- Dit que, conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme
modifié est tenu à la disposition du public en mairie de RUSTIQUES ainsi qu'à la direction
départementale des territoires et de la mer de l'Aude et dans les locaux de la préfecture de
Carcassonne.

- Dit que la présente délibération sera exécutoire dès réception par le préfet et après
l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

La présente délibération, accompagnée du dossier de plan local d'urbanisme modifié qui lui
est annexé, est transmise au préfet.

Fait et délibéré à RUSTIQUES, le jour, mois et an ci-dessus, et ont signés au registre les
membres présents.



Date de publication :

21/11/14

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE RUSTIQUES

Séance du lundi 23 janvier 2023

Département de l'AUDE
Arrondissement de
CARCASSONNE

Date de convocation:
16-01-2023

Nombre Conseillers :
en exercice : 15
présents : 11
votants : 12

L'an deux mil vingt-trois, le vingt-trois janvier à vingt heures et trente minutes, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général de la Fonction Publique, le conseil municipal de la commune de RUSTIQUES s'est réuni dans la salle de la Mairie en session ordinaire.

Présents: H. RUFFEL - A. VAUJANY - N. JESUPRET - A. ROMERO - N. GARCIA - A. BOYER - O. COSTA J.-C. GUISTI - S. MOLINIER - S. MOURLAN - F. WATRELOT formant la majorité des membres en exercice.

Absente et procuration:

S. JOURDA donne pouvoir à H. RUFFEL

Absents excusés : R. CERCIAT - B. SOULIE - R. POLLAK

Secrétaire de séance :

N. JESUPRET selon l'art L.2121-15 du CGCT

Domaine : 2- Urbanisme

Sous-domaine : 2.1- Documents d'urbanisme

Objet: Approbation de la révision générale n°1 du Plan Local

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.153-21 ;

Vu la délibération du conseil municipal, en date du 27 juillet 2017 ayant prescrit la révision générale du document d'urbanisme ;

Vu la délibération du 28 septembre 2020 actant le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;

Vu la délibération du 28 septembre 2020 complétant les objectifs poursuivis par la révision générale ;

Vu l'avis 2021-009737 de l'autorité environnementale du 20 octobre 2020, dispensant le projet de PLU d'évaluation environnementale ;

Vu la délibération du 07 mars 2022 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU ;

Vu les avis favorables reçus des différentes Personnes Publiques Associées ;

Vu l'avis favorable de la CDPENAF en date du 02 juin 2022 ;

Vu l'accord du Préfet portant dérogation d'urbanisation en l'absence de SCoT approuvé (article L.142-4 CU), en date du 02 juin 2022 ;

Vu l'arrêté en date du 05 septembre 2022 soumettant à enquête publique le projet de PLU ;

Vu le rapport et les conclusions favorables sous réserves du commissaire enquêteur ;

CONSIDERANT QUE le projet de plan local d'urbanisme arrêté soumis à enquête publique a fait l'objet de modifications pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur. Les modifications les plus importantes sont énumérées ci-dessous et détaillées dans l'annexe jointe à la présente délibération (tableau de suivi des remarques) :

Accusé de réception en préfecture
011-211103304-20230123-RUS-2023-001-DE
Date de télétransmission : 24/01/2023
Date de réception préfecture : 24/01/2023

- Maintien d'un projet de bassin d'eau brute à long terme, mais suppression du secteur Ac carrière (et répercussions dans tous les documents du PLU : OAP, zonage, règlement, rapport de présentation)
- Mise à jour des servitudes d'utilité publiques aéronautique et réseaux RTE
- Mise à jour dans le diagnostic (réseaux notamment)
- Ajustements dans le règlement
- Précisions OAP équipements
- Précisions dans la justification du projet.

CONSIDERANT QUE le dossier de révision générale du plan local d'urbanisme, tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé, conformément à l'article L.153-21 du code de l'urbanisme ;

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

1. décide d'approuver les modifications apportées au projet de PLU arrêté ;
2. décide d'approuver la révision générale du PLU telle qu'elle est annexée à la présente ;
3. autorise M. le Maire à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
4. indique que le dossier du PLU est tenu à la disposition du public en mairie aux jours et heures d'ouverture habituels.
5. indique que, conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera, l'objet d'un affichage en mairie durant un mois. Une mention en caractères apparents sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération, accompagnée du dossier de PLU approuvé, sera transmise en préfecture au titre du contrôle de légalité.

La présente délibération produira ses effets juridiques, la commune étant non couverte par un SCoT approuvé :

- dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
- après accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

Fait et délibéré à RUSTIQUES, le jour, mois et an ci-dessus, et ont signés au registre le Maire et le secrétaire de séance.

Le Maire, Henri RUFFEL



Accusé de réception en préfecture
011-211103304-20230123-RUS-2023-001-DE
Date de télétransmission : 24/01/2023
Date de réception préfecture : 24/01/2023

Date de publication : 24 JAN. 2023



ARRÊTÉ PRESCRIVANT LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Maire de la Commune de RUSTIQUES,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-45 et suivants ;

VU la délibération du Conseil Municipal approuvant le Plan Local d'Urbanisme en date du 23 janvier 2023 ;

CONSIDÉRANT que la commune souhaite modifier le PLU sur le point suivant : rectification de l'erreur matérielle rédactionnelle des constructions autorisées en Um1.

CONSIDÉRANT que la modification apportée ne relève pas de la révision car elle n'est pas de nature à :

- changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD),
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle et forestière,
- réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

CONSIDÉRANT que la modification apportée ne relève pas de la modification de droit commun car elle n'est pas de nature à :

- majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- diminuer ces possibilités de construire ;
- réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

CONSIDÉRANT que les dispositions du plan local d'urbanisme ne tiennent pas lieu de programme local de l'habitat ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que cette modification entre dans le champ d'application de la procédure de modification simplifiée ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne porte pas sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, aucune délibération motivée du conseil municipal n'est nécessaire (article L.138-38 CU) ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est prescrit une modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'urbanisme de la Commune de Rustiques, qui porte sur l'unique objet suivant :

-rectification de l'erreur matérielle rédactionnelle des constructions autorisées en Um1.

Article 2 :

Le projet de modification simplifiée sera transmis à Monsieur le Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées (PPA) mentionnées dans le code de l'urbanisme, selon les modalités prévues par ces dispositions avant sa mise à disposition au public.

Article 3 :

Les modalités de concertation seront fixées par le conseil municipal et la population sera informée de la mise à disposition du public au moins 8 jours avant. A l'issue de cette mise à disposition le Maire en présentera le bilan. Le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et des observations, sera ensuite proposé au Conseil Municipal.

Article 4 :

Le présent arrêté sera affiché en Mairie de Rustiques pendant un délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 5 : Le présent arrêté sera exécutoire dès sa transmission à Monsieur le Préfet, et de l'accomplissement des mesures de publicité.

Fait à Rustiques, le 07/10/2025

Le Maire, Henri RUFFEL



Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Affiché le 07/10/2025